

1827.  
27 février,  
Kingston. L'évêque Maconell à Grant.
- 27 février,  
Kingston. Le rév. W. Fraser à Batable. Ces deux documents se trouvent dans la lettre de C. G. à Wilmot Horton, 15 mai 1827.
- 2 mars,  
Trésorerie. Hill à Wilmot Horton. L'admission de transactions d'intérêt particulier dans les comptes publics provoquent des complications. L'affaire du juge en chef est très simple, il n'a qu'à nommer un procureur en Canada avec mandat de toucher sa pension et de la lui remettre. Page 53
- 3 mars,  
Londres. Shirley à ———. Le remercie de sa réponse, il sera heureux de recevoir la lettre de recommandation promise et les autres renseignements détaillés. 313
- 6 mars,  
Peterborough. L'évêque Maconell à Wilmot Horton. Il ne croit pas nécessaire d'ajouter sa propre déclaration à la masse de témoignages de bonne conduite et de succès des immigrants irlandais catholiques. Il cite des exemples des bons résultats de leurs opérations. Avant de partir pour l'Angleterre il s'était engagé de me porter garant de leur bonne conduite si on lui donnait les moyens de leur fournir des pasteurs et des instituteurs. Il a tenu parole, mais l'absence des moyens promis l'a privé du pouvoir de maintenir l'influence de la religion sur eux et l'oblige à des fatigues qu'il ne peut plus subir. Il a antérieurement demandé 12 prêtres et 14 instituteurs, et il constate aujourd'hui qu'il faut 20 prêtres et 20 instituteurs. 392
- 6 mars. Strachan à Wilmot Horton. Il transmet des observations sur une brochure qu'on lui a envoyée. Il le prie vivement de pousser l'adoption des projets de loi qui avec le collège seront d'un grand avantage pour la province. 319
- 13 mars. *Contenu.* Observations sur le projet de loi relatif à l'aliénation d'une partie des réserves du clergé dans le Haut-Canada. 320
- 13 mars. Strachan à Wilmot Horton. Le projet de loi soumis au Parlement pourvoit à la vente d'une partie des réserves du clergé, mais la manière de disposer des deniers est soumise aux stipulations de l'Acte 31, George III.
- 15 mars,  
Guerre. Sullivan au même. Le lieutenant John Rodenhurst, autrefois du 8e régiment, a demandé la permission de toucher sa demi-solde en même temps que ses appointements de commis dans le bureau de l'arpenteur général pour le Haut-Canada; il demande qu'on l'informe du chiffre de ses appointements, etc., et de la date de sa nomination. 73
- 16 mars,  
Londres. Adresse de la Chambre des Communes demandant copie de l'adresse de la Chambre d'Assemblée du Haut-Canada sur les réserves du clergé et de la réponse, aussi copie des résolutions de l'Assemblée du 21 décembre 1826. 1
- 17 mars,  
Londres. Strachan à Wilmot Horton. Des lettres du Canada disant que les affaires vont bien mieux dans la législature. L'acte de la Chambre basse, qui a tenté de légiférer sur les réserves du clergé, était devenu un sujet de ridicule. L'importance attaché à la vente d'une partie des réserves du clergé. La loi des aubains a provoqué beaucoup de débat. Peter Robinson partira probablement de New-York le 16 février. 328
- 23 mars,  
Trésorerie. Herries au même. La concession d'une pension à W. J. Kerr, autrefois capitaine dans le département des Affaires des sauvages, établirait un précédent très embarrassant. Les indemnités accordés à Norton et à l'ancien secrétaire n'ont pas été accordées sur le principe de la demi-solde militaire. 54
- 23 mars.  
Whitehall. Adams au même. Il offre de nouvelles explications relativement à la situation d'agent pour le Haut-Canada. La commission du Trésor a suggéré que si les arrangements conclus avec la Compagnie du Canada permettaient de solder les traitements au moyen d'effets, on l'employât. Si malheureusement ceci était impraticable, une réponse lui donnerait